

## Chine : bienfaits et revers de la mondialisation

Françoise Nicolas \*

*Bien qu'il soit fréquent d'entendre dire que la mondialisation enrichit les riches et appauvrit les pauvres et qu'elle est donc porteuse d'inégalités, la réalité apparaît infiniment plus complexe. L'aggravation des inégalités dans le monde n'est tout d'abord pas avérée ; tout dépend de quelles inégalités il est question et de la*

*manière dont elles sont mesurées. Ensuite, l'impact de la mondialisation sur les inégalités n'est pas dénué d'ambiguïtés tant sur le plan théorique qu'empirique. La seule certitude en la matière est que la Chine joue un rôle clé dans ces évolutions.*

**\* Françoise Nicolas**

est économiste au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et maître de conférences associé à l'université de Marne-la-Vallée.

La situation de la Chine est quelque peu paradoxale. Ce pays est en effet tout à la fois l'un des principaux acteurs et bénéficiaires de la mondialisation mais aussi, d'une certaine manière, l'une de ses premières victimes. En s'intégrant dans les circuits d'échanges et de production mondiaux, la Chine est parvenue à maintenir un taux de croissance élevé et à réduire la pauvreté dans le pays et, au-delà, dans le monde. Parallèlement cependant, l'intégration du pays dans la mondialisation s'est apparemment accompagnée d'une détérioration de la distribution des revenus : de très égalitaire à la fin des années 1980, le pays est aujourd'hui devenu aussi inégalitaire que certaines économies d'Amérique latine, comme la Bolivie. À travers un examen du cas chinois, il s'agit ici d'éclairer le débat sur les liens qui unissent la mondialisation et les inégalités en mettant en évidence leur complexité.

### La Chine, la mondialisation et la réduction des inégalités dans le monde

L'intégration d'un pays aussi peuplé dans les circuits économiques internationaux a profondément bouleversé les rapports de puissance internationaux et explique d'ailleurs que l'on

puisse désormais parler de « mondialisation » : la part de la population mondiale participant à la dynamique est considérablement plus importante que par le passé. Pour autant, le rôle de ce pays dans une éventuelle réduction des inégalités de revenus au niveau mondial mérite d'être analysé plus précisément.

### Un acteur essentiel de la réduction de la pauvreté dans le monde...

Depuis la mise en place des réformes à la fin des années 1970, la Chine est parvenue à maintenir un taux de croissance élevé et régulier qui lui a permis d'amorcer une dynamique de rattrapage par rapport aux pays industrialisés et d'augmenter de manière significative son poids dans l'économie mondiale. Grâce à ses 9 % de taux de croissance moyenne annuelle, la Chine occupe aujourd'hui le 4<sup>e</sup> rang mondial (derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne) en termes de PIB exprimé en dollars courants, et le 2<sup>e</sup> rang en termes de PIB de parité de pouvoir d'achat (PPA)<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Même si la progression est étonnante, elle constitue un simple retour à une situation antérieure puisque la Chine avait été la première puissance économique mondiale au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Par la suite, le pays a perdu de son importance pour représenter à peine 1 % du PIB mondial en 1970. Sur l'évolution politique, économique et sociale de la Chine au XX<sup>e</sup> siècle, voir *Questions internationales*, n° 6, mars-avril 2004.

En dépit de ces résultats spectaculaires, la Chine ne se classe qu'au 111<sup>e</sup> rang en termes de PIB par tête et au 84<sup>e</sup> rang en données de PPA. Cela étant, cette forte croissance a permis de réduire le niveau de pauvreté dans le pays. Divers indicateurs illustrent cette tendance. Selon la Banque mondiale, près de 450 millions de personnes seraient sorties de la pauvreté en Chine au cours des deux dernières décennies et la part de la population chinoise vivant avec moins de 1 dollar par jour serait passée de 64 % en 1981 à 17 % en 2001. Au cours de la même période, la proportion des ruraux vivant au-dessous du seuil de pauvreté en Chine (estimé à 1,08 dollar par jour en PPA 1993) serait passée de 79 % à 27 %.

Compte tenu de son poids démographique, toute évolution de l'économie chinoise influence nécessairement les équilibres mondiaux. En particulier, l'enrichissement global de la population chinoise a permis de réduire le nombre de pauvres dans le monde, qui est passé, selon la Banque mondiale, de 1,5 milliard en 1981 à un peu plus de 1 milliard en 2002. L'impact des évolutions chinoises sur les inégalités de revenu au niveau mondial est en revanche plus incertain.

### ... et des inégalités entre pays

À vrai dire, l'évolution des inégalités dans le monde au cours des dernières décennies continue d'alimenter la controverse. Des conclusions diamétralement opposées peuvent en effet être atteintes en fonction de la méthodologie utilisée. Tout d'abord, les résultats diffèrent selon que les calculs sont effectués en PPA ou non. Ainsi, certaines études montrent que la tendance est clairement à un déclin des inégalités entre pays si les calculs sont effectués sur la base de données en PPA alors que l'inverse est vrai si les données sont exprimées en dollars courants<sup>2</sup>.

En outre, la prise en compte du poids démographique des pays modifie considérablement la donne. Si certaines études montrent que les inégalités de revenu entre les pays ont eu tendance à s'accroître au cours des deux dernières décennies<sup>3</sup>, c'est parce qu'elles traitent tous les pays sur pied d'égalité, c'est-à-dire qu'elles intègrent chaque pays dans le calcul du coefficient de Gini comme une observation, quelle que soit l'importance



© AFP/Mark Ralston

**Symbole de la réussite économique et de l'intégration de la Chine à la mondialisation, Shanghai offre l'image d'une ville aux lignes architecturales futuristes. Le contraste n'en est que plus criant avec la Chine rurale.**

de sa population. D'autres études<sup>4</sup> suggèrent en revanche que les inégalités ont tendance à décroître lorsque la mesure est pondérée par la population.

Une explication plausible de ces résultats contrastés tient à l'évolution des deux poids lourds démographiques qui ont connu une forte croissance, à savoir la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde. En effet, comme la Chine était au départ très pauvre et très peuplée, la forte croissance qu'elle a connue lui a permis de réduire l'écart entre son PIB par tête et la moyenne mondiale. En conséquence, une fois pondéré par la population, l'indicateur d'inégalités internationales se trouve réduit.

Cette hypothèse sur le rôle déterminant de la Chine dans l'évolution des inégalités entre pays est confirmée par d'autres auteurs qui montrent que l'évolution des inégalités dans le monde est différente selon que l'on inclut ou non la Chine<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Arne Melchior, Kjetil Telle, Henrik Wiig, « Globalisation and Inequality – World Income Distribution and Living Standards, 1960-98 », *Studies on Foreign Policy Issues*, Report 6B, octobre 2000.

<sup>3</sup> Glenn Firebaugh, *The New Geography of Global Income Inequality*, Harvard University Press, Cambridge et Londres, 2003.

<sup>4</sup> Melchior *et al.*, *op. cit.*, ou encore Glenn Firebaugh et Brian Goessling, « Accounting for the Recent Decline in Global Income Inequality », *American Journal of Sociology*, 110, n° 2, septembre 2004, pp. 283-312.

<sup>5</sup> Bob Sutcliffe, « World Inequality and Globalization », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 20, n° 1, 2004, pp. 15-37.

Lorsque la Chine est intégrée dans les calculs, la distribution des revenus entre pays devient plus égalitaire entre 1950 et 1960 – probablement sous l'effet du rattrapage amorcé par les économies européennes et japonaise – puis les inégalités se creusent jusque vers 1980, date à laquelle la tendance s'inverse à nouveau. La réduction des inégalités au cours de la dernière période est à mettre essentiellement sur le compte de la Chine, qui entame alors une longue phase de forte croissance. En revanche, une fois la Chine exclue, les inégalités ne cessent de s'accroître tout au long de la période de manière quasi linéaire.

Pour convaincre qu'ils soient en apparence, ces résultats doivent être interprétés avec prudence, dans la mesure où ils s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle l'ensemble des Chinois reçoit un revenu proche du revenu moyen, ce qui n'est bien entendu pas le cas. L'existence d'inégalités fortes au sein de la population chinoise est à même de perturber ces conclusions optimistes sur le rôle positif de la Chine. Utilisant des données issues d'enquêtes auprès des ménages, un auteur a d'ailleurs montré que les inégalités mondiales – c'est-à-dire une fois prises en compte les inégalités internes – se sont accrues entre 1988 et 1993 et qu'aucune tendance nette, ni à la hausse ni à la baisse, ne pouvait être décelée pour la période plus récente<sup>6</sup>.

### Le rôle incertain de la mondialisation

La mondialisation a-t-elle joué un rôle déterminant dans ces évolutions ? Contrairement à ce que soutiennent les partisans de la mondialisation, rien ne permet de l'affirmer avec certitude. Certains éléments viennent certes appuyer *a priori* cette hypothèse, puisque la Chine est sans conteste l'un des exemples les plus spectaculaires d'ouverture et d'intégration à la mondialisation. Depuis la fin des années 1970, la Chine est sortie de son isolement et un volet important des réformes a consisté à permettre l'intégration de l'économie chinoise dans les circuits internationaux de production et d'échanges. La progression des exportations chinoises est spectaculaire : elles représentent aujourd'hui l'équivalent de plus de 30 % du PIB du pays, un chiffre beaucoup plus

élevé que pour la plupart des pays de l'OCDE. En outre, la Chine est aujourd'hui le premier pays d'accueil des investissements directs étrangers devant les États-Unis. L'essentiel des exportations chinoises est aujourd'hui le fait d'entreprises sous contrôle étranger. En s'intégrant de la sorte à l'économie mondiale, la Chine a accru le volume de ses échanges, qui sont devenus le principal moteur de la croissance, mais elle a aussi connu une profonde modification de sa structure de spécialisation, en s'orientant de plus en plus vers des produits de plus haute technologie, ce qui a également permis de soutenir la croissance.

Qu'un lien existe entre la participation de la Chine à la mondialisation et sa forte croissance ne fait donc guère de doute. Pour autant, il convient d'être prudent quant à l'importance de la contribution de la mondialisation à la réduction de la pauvreté en Chine. Comme le souligne le rapport 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain en Chine, le recul de la pauvreté s'est amorcé vers le milieu des années 1980, notamment dans les régions rurales, c'est-à-dire avant l'explosion du commerce international et de l'investissement étranger qui a marqué les années 1990. Nombre de facteurs internes expliquent le déclin de la pauvreté, à commencer par le développement des infrastructures, la réforme des mécanismes de fixation des prix du grain, ou encore l'allègement des restrictions aux migrations entre les campagnes et les villes<sup>7</sup>. Toutefois, c'est probablement la réforme du secteur agricole – notamment la décollectivisation – qui a joué le rôle le plus important. C'est en effet la croissance du secteur primaire (essentiellement agricole) plutôt que celle des secteurs secondaire et tertiaire qui a alimenté le recul de la pauvreté<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> Branko Milanovic, « Global Income Inequality: What it Is and Why it Matters », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 3865, mars 2006. Ces calculs sont toutefois par définition sujets à caution dans la mesure où ils s'appuient sur des données d'enquêtes auprès des ménages, qui peuvent être biaisées. Il est en effet fréquent que le taux de non-réponse soit relativement élevé parmi les ménages les plus riches.

<sup>7</sup> Pranab Bardhan, *Globalization, Inequality and Poverty: An Overview*, mimeo, mai 2005.

<sup>8</sup> Shaohua Chen et Martin Ravallion, « China's (Uneven) Progress Against Poverty », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 3408, Banque mondiale, 2004.

En d'autres termes, si l'intégration à la mondialisation a permis d'asseoir le pays sur un sentier de croissance forte et durable, elle n'est intervenue que dans un deuxième temps et n'a pas été l'élément qui a déclenché le déclin de la pauvreté.

### **La Chine défenseur des plus faibles devant la mondialisation**

Il est en revanche un autre plan sur lequel l'émergence de la Chine a probablement contribué à réduire les inégalités, c'est celui de la gouvernance économique internationale. La « normalisation » de l'économie chinoise, son intégration dans les circuits internationaux de production et d'échange, et sa récente adhésion (novembre 2001) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par exemple en ont fait un partenaire désormais incontournable dans les négociations commerciales internationales. Dans le cadre de l'OMC, la participation du pays au G20 confère à ce groupe une certaine légitimité et permet une meilleure défense des intérêts des pays « pauvres ». À ce titre, la Chine contribue à atténuer les inégalités de certains pays en développement devant la mondialisation.

### **Creusement des inégalités en Chine à l'heure de la mondialisation**

Si la forte croissance chinoise a permis de réduire la pauvreté absolue dans le pays, elle semble en revanche avoir accru la pauvreté relative. Comme il a été remarqué plus haut, l'intégration de la Chine à la mondialisation s'est en effet accompagnée d'une aggravation des inégalités de revenus dans le pays. Contrairement à ce que l'on peut observer au niveau mondial, l'aggravation des inégalités internes ne fait l'objet d'aucune remise en cause. Le jugement que l'on peut porter sur cette évolution et le rôle de la mondialisation sont en revanche abondamment discutés.

### **Des lignes de fracture multiples**

Sur le plan interne, le coefficient de Gini s'est nettement détérioré en Chine, passant de 0,16 à la fin des années 1970 à 0,45 en 2002<sup>9</sup>,

ce qui reflète un creusement des inégalités dans la distribution des revenus dans le pays. Selon le PNUD, comparée au premier temps des réformes, l'inégalité de la distribution des revenus en Chine s'est accrue rapidement. L'accélération a été particulièrement cruciale au début des années 1990 – lorsque le régime a décidé d'approfondir les réformes – et depuis 1997 – date du début des privatisations des entreprises d'État. La disparition de ces entreprises d'État et des prestations sociales qu'elles fournissaient (logement, accès aux soins, etc.) n'a fait qu'accroître les inégalités sociales.

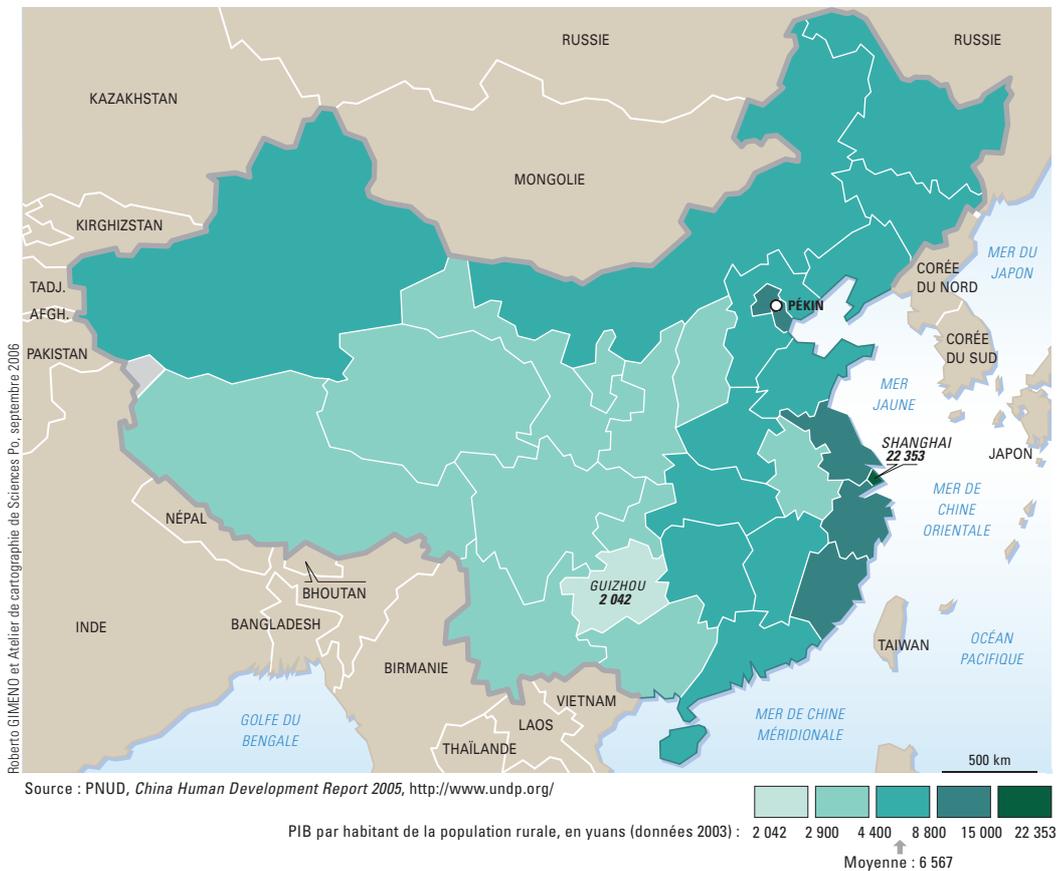
Les lignes de fracture sont en outre multiples, entre villes et campagnes, entre provinces côtières et de l'intérieur, entre groupes sociaux, entre travailleurs qualifiés ou non.

• L'inégalité se manifeste tout d'abord entre les villes et les campagnes. D'après l'Académie chinoise des sciences sociales, en 2002, 93 % des 10 % de Chinois les plus riches résidaient dans les villes et 7 % à la campagne, alors qu'à l'autre bout de l'échelle, les 10 % les plus pauvres se trouvaient à 1,3 % dans les villes et 98,7 % dans les campagnes. Le revenu par tête des populations urbaines est en gros 3 fois supérieur à celui des populations rurales, alors que l'écart dans le reste du monde est de l'ordre de 1,7. Cette situation est le fruit d'une détérioration non linéaire, l'écart était de 2,5 avant le démarrage des réformes, puis il s'est réduit à 1,8 au milieu des années 1980 avant de se creuser à nouveau. Dans les provinces les plus pauvres, les écarts entre ruraux et urbains sont en outre plus importants que dans les provinces les plus riches. Ainsi l'écart est de 1 à 5 au Tibet, mais seulement de 1 à 2 ou 2,5 à Shanghai ou Pékin.

Les inégalités entre populations rurale et urbaine sont favorisées par le système du *hukou* (certificat de résidence), qui interdit aux ruraux de s'installer en ville et a donné lieu à une explosion de la population « flottante ». Au sein de la population chinoise, les plus démunis sont les ouvriers-paysans qui se retrouvent en quelque sorte exilés dans leur propre pays, car ils ne peuvent pas

<sup>9</sup> Selon les données de la Banque mondiale, le coefficient de Gini chinois est proche de celui des États-Unis. Toutefois, selon le rapport du PNUD, seuls 65 % des Américains estiment que l'inégalité est trop grande alors que 95 % des Chinois sont de cet avis.

## Chine : PIB par habitant de la population rurale



bénéficiaire des systèmes publics d'éducation, de santé, ni toucher d'indemnités de chômage, autant d'avantages qui ne sont accessibles que grâce au *hukou*.

- Les inégalités entre provinces sont une autre caractéristique frappante de l'économie chinoise actuelle<sup>10</sup>. Avec entre 6 000 et 6 200 dollars de PIB par tête, les provinces côtières comme Shanghai ou Pékin sont comparables à la Malaisie ou à la Thaïlande, une province du centre comme le Hubei est comparable à l'Albanie (2 800 dollars) et le Tibet à la Moldavie (1 500 dollars). La majorité des pauvres vit dans les régions isolées de l'Ouest qui abritent environ 285 millions d'habitants, soit une population supérieure à celle des États-Unis.

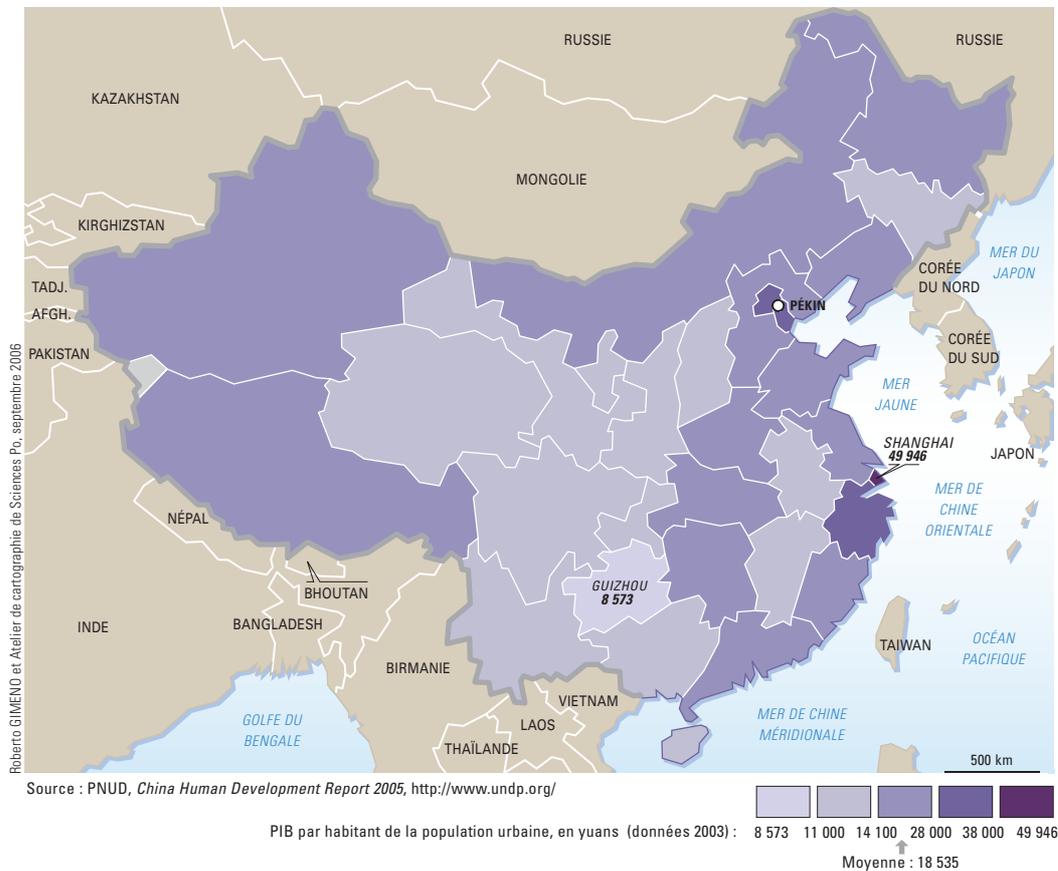
Il est vrai que ces inégalités interprovinciales ont existé de tout temps<sup>11</sup> et que le rapport entre la province la plus riche et celle la plus pauvre

n'a guère évolué. Le classement des provinces a cependant changé : les provinces côtières ont à l'évidence mieux tiré leur épingle du jeu que les provinces de tradition industrielle ancienne du Nord-Est ou que les provinces de l'Ouest. Ces écarts s'expliquent en grande partie par les apports étrangers, notamment sous forme d'investissements directs étrangers. Un cercle vertueux s'est d'ailleurs mis en route : en raison de

<sup>10</sup> Cette ligne de fracture constitue aujourd'hui la principale source d'inégalité en Chine alors que le clivage villes-campagnes dominait avant les années 1980, selon Ravi Kanbur et Xiaobo Zhang, « Fifty Years of Regional Inequality in China: A Journey Through Revolution, Reform and Openness », *Centre for Economic Policy Research Discussion Paper*, n° 2887, juillet 2001.

<sup>11</sup> Ravi Kanbur et Xiaobo Zhang, *op. cit.*, identifient trois périodes de creusement des inégalités interrégionales en Chine : la période du Grand Bond en avant de la fin des années 1950, la période de la révolution culturelle de la fin des années 1960 et la période récente d'ouverture des années 1990.

## Chine : PIB par habitant de la population urbaine



leur dynamisme, ces provinces sont en mesure de taxer moins lourdement les activités industrielles, ce qui les rend encore plus attractives.

Les inégalités interprovinciales sont en outre plus fortes entre les ruraux qu'entre les urbains. Ainsi le rapport entre le revenu par tête de la province la plus pauvre (Guizhou) et celui de la province la plus riche (Shanghai) était de 17 % pour les urbains et de 9 % seulement pour les ruraux en 2003<sup>12</sup>.

D'autres lignes de fracture existent enfin, entre salariés qualifiés et non qualifiés, ainsi qu'entre travailleurs et chômeurs.

Le creusement des inégalités de revenus doit être interprété avec prudence. Il convient tout d'abord de rappeler qu'une telle évolution était largement prévisible, d'une part parce que l'écart de revenus était initialement faible en Chine et

d'autre part parce que le niveau de revenus global était extrêmement modeste<sup>13</sup>. En outre, cette évolution reflète l'hypothèse de Kuznets<sup>14</sup> sur l'accroissement des inégalités de revenu dans les premiers stades de la croissance.

### Des inégalités qui vont au-delà du revenu

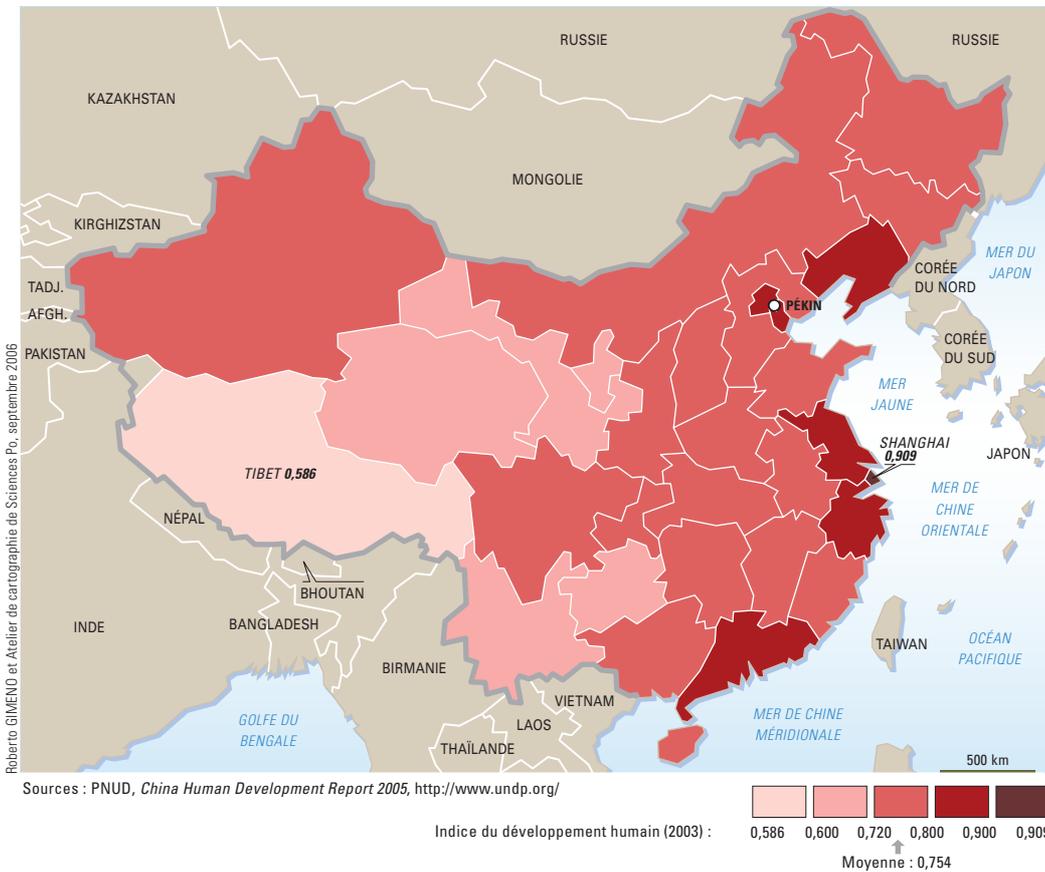
Les disparités n'existent pas seulement en termes de revenus mais aussi en matière de

<sup>12</sup> PNUD, *China Human Development Report 2005*, New York, 2005.

<sup>13</sup> Mary-Françoise Renard, *Inégalités et soutenabilité de la croissance chinoise*, mimeo, 2006.

<sup>14</sup> L'économiste Simon Kuznets a montré que la relation entre croissance économique et distribution des revenus a la forme d'une courbe en U renversé, c'est-à-dire que, lorsqu'un pays se développe, les inégalités s'accroissent dans un premier temps avant de diminuer. Ceci s'explique par le fait qu'au départ une faible part de la population bénéficie de la croissance économique.

Chine : indice du développement humain (IDH)



Sources : PNUD, *China Human Development Report 2005*, <http://www.undp.org/>

développement humain – éducation et santé par exemple. Même si l'indice du développement humain a eu tendance à s'améliorer en Chine, tant dans les villes que dans les campagnes, l'écart entre les villes et les campagnes est demeuré constant. Pour les populations urbaines, cet indicateur est passé de 0,70 en 1990 à 0,82 en 2002 alors que, pour les populations rurales, il est passé de 0,57 à 0,67 sur la même période.

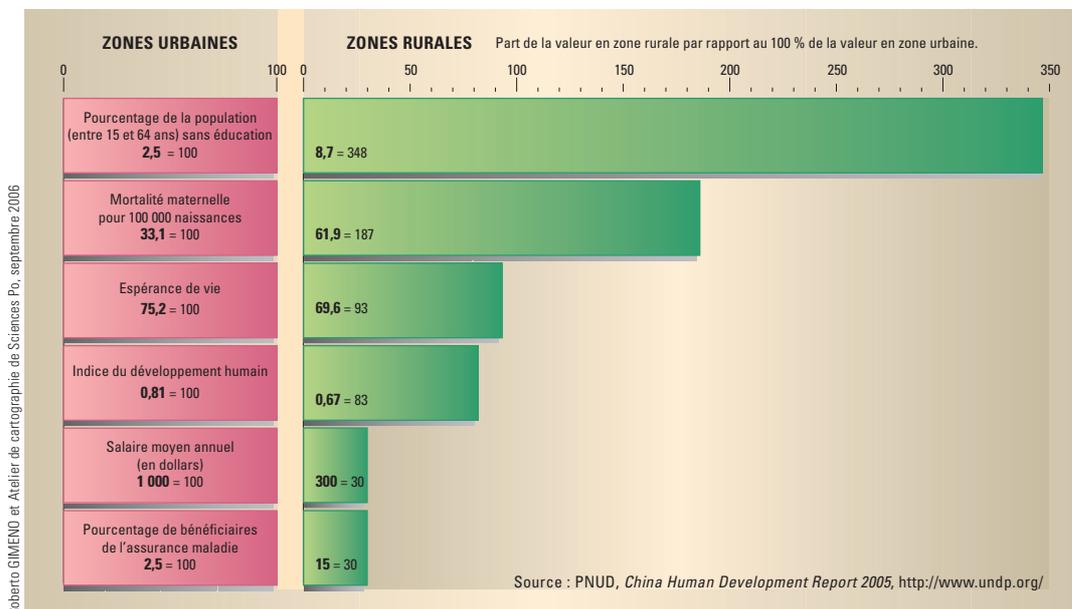
Tout comme pour le niveau de revenu, les inégalités interprovinciales sont beaucoup plus marquées pour les populations rurales que pour les populations urbaines. À environ 78 ans, l'espérance de vie n'est pas fondamentalement différente pour les habitants des villes des provinces côtières (Shanghai, Hainan, Pékin, Fujian, etc.) et ceux des villes des provinces de l'Ouest comme le Sichuan ou Chongqing par exemple. En revanche, les disparités

sont beaucoup plus fortes entre les populations rurales de ces mêmes provinces ; l'espérance de vie oscille entre 74 et 77 ans pour le premier groupe, contre moins de 70 ans pour le second.

De réels efforts ont néanmoins été consentis par les pouvoirs publics au cours des dix dernières années pour tenter de combler ces écarts. Ainsi la mise en place de diverses stratégies de développement régional a permis de réduire les écarts dans les niveaux d'éducation et l'espérance de vie entre les provinces côtières et les provinces de l'Ouest. À titre d'exemple, alors que l'indice du développement humain du Tibet était équivalent à 57 % de celui de la province de Shanghai en 1990, il est aujourd'hui équivalent à 70 %<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> PNUD, *op. cit.*, 2005.

## L'inégalité villes-campagnes en Chine



### La mondialisation est-elle coupable ?

La grande pauvreté et les inégalités entre les villes et les campagnes – qui reflétaient un certain épuisement du modèle économique chinois – ont pour partie été à l'origine des réformes de Deng Xiaoping à la fin des années 1970. Dans une certaine mesure, les inégalités internes expliquent le choix des autorités chinoises de réformer l'économie chinoise et de l'inscrire dans une logique d'ouverture au monde et d'intégration à la mondialisation. L'objectif était d'améliorer les performances économiques du pays, de faire reculer la pauvreté et, ce faisant, de permettre au Parti communiste de rester en place. Au départ, ce sont donc les inégalités internes qui ont inspiré la stratégie d'intégration à la mondialisation.

Par la suite, le rôle de la mondialisation dans le creusement des inégalités apparaît *a priori* incontestable. Les disparités interrégionales semblent pouvoir être imputées à une insertion différente dans la mondialisation, de même les différents secteurs ne sont pas tous en mesure de tirer le même parti de la mondialisation. Le même constat est vrai pour les différents groupes sociaux. La mondialisation pousse en particulier aux migrations internes et à l'accroissement de la population flottante. À ce titre, elle semble pouvoir être tenue

pour responsable du creusement des inégalités entre les villes et les campagnes. De même, il apparaît plausible que les gains de productivité engendrés par la participation à la mondialisation aient été inégalement répartis de manière à favoriser certains groupes sociaux et à en défavoriser d'autres.

Les modalités d'ouverture de la Chine expliquent l'émergence des inégalités entre les provinces côtières et les autres. En effet, la stratégie de développement chinoise a été clairement biaisée en faveur des zones côtières, lesquelles ont le plus bénéficié de l'ouverture du pays aux échanges extérieurs et aux investissements directs étrangers. Il semble que les autorités aient fait le choix de l'efficacité aux dépens de l'équité, avec l'espoir d'une diffusion des effets positifs, laquelle restera finalement limitée. Le rôle de la mondialisation est croissant dans le creusement des inégalités interrégionales alors que d'autres facteurs tels que le poids de l'industrie lourde ou le degré de centralisation jouaient un rôle important dans les périodes précédentes. Il convient de souligner que les disparités interprovinciales – en matière de développement humain – existent avant même 1949 et tiennent en particulier au mode de financement des systèmes de santé et d'éducation. Toutefois, dans la mesure où la part de financement qui incombe au gouvernement central a eu tendance

à diminuer suite à la mise en place d'une certaine décentralisation budgétaire, il est évident que les moyens locaux disponibles ont suivi l'évolution économique des différentes provinces, qui sont, comme on l'a vu, étroitement liés à leur insertion ou non dans la mondialisation.

Pour ce qui est des inégalités entre urbains et ruraux, elles semblent aussi avoir été aggravées par la mondialisation qui aurait davantage bénéficié aux premiers qu'aux seconds. Pourtant, plusieurs études remettent en cause cette hypothèse intuitivement convaincante. Ainsi, pour certains, la stratégie d'ouverture aurait au contraire eu tendance à réduire la fracture villes-campagne<sup>16</sup>. D'autres auteurs ont montré que les « villes »<sup>17</sup> qui sont les plus ouvertes sont aussi celles dans lesquelles les inégalités entre revenus urbains et ruraux ont eu tendance à s'atténuer le plus sur la période 1988-1993. Dans ces conditions, loin d'aggraver les inégalités, la mondialisation – interprétée comme l'ouverture *via* le commerce et les flux de capitaux – contribuerait à les atténuer. Les réglementations telles que le système du *hukou* jouent un rôle incontestablement plus important dans la persistance des inégalités entre urbains et ruraux.

Il ressort de ces diverses observations que la non-participation à la mondialisation a pénalisé certaines régions en les privant en particulier de la possibilité de combler les écarts de revenu, mais aussi de développement humain, entre les populations urbaine et rurale.



L'exemple de la Chine montre bien qu'il n'existe pas de relation univoque entre mondialisation et inégalités. La participation à la mondialisation constitue un moteur essentiel de la croissance économique, et contribue donc à la réduction de la pauvreté. Ce faisant, elle peut contribuer à résoudre les inégalités entre pays en permettant à certains de s'engager sur un sentier de croissance forte et d'amorcer un processus de rattrapage. Cependant, l'exemple chinois confirme aussi que la mondialisation génère tout à la fois des gagnants et des perdants et qu'elle est donc potentiellement génératrice d'inégalités internes. La participation inégale à la mondialisation explique les divergences de trajectoire entre les provinces

chinoises ; en revanche, la persistance des inégalités entre populations urbaine et rurale ne semble pas imputable à la mondialisation, bien au contraire. Le jugement sur le rôle de la mondialisation dans le creusement ou l'atténuation des inégalités se doit donc d'être extrêmement nuancé.

En Chine, la persistance de graves inégalités entre provinces et entre villes et campagnes est aujourd'hui une source majeure de préoccupation. Il ne faudrait pas que, pour y répondre, les autorités se trompent de cible. L'ouverture du pays ne saurait être remise en cause, mais les efforts des autorités doivent porter tout à la fois sur la réforme de certaines réglementations et sur des mesures de rééquilibrage entre provinces.

La poursuite de la forte croissance est le seul moyen pour la Chine de résoudre ses problèmes d'inégalité et de créer une « société de prospérité moyenne » (*xiaokang*). En effet, seule une croissance économique soutenue permettra aux pouvoirs publics d'accumuler les ressources nécessaires à la mise en place de programmes de redistribution. Dans la lutte contre les inégalités, il ne s'agit donc pas pour la Chine de renoncer à la mondialisation mais de s'efforcer d'en tirer le meilleur parti, ce qui passe par la mise en place de diverses mesures d'accompagnement et la poursuite des réformes internes. ■

### Pour en savoir plus

- **Françoise Nicolas**, « Mondialisation et inégalités Nord-Sud », *Les Cahiers français*, n° 305, La Documentation française, novembre-décembre 2001
- **Martin Ravallion**, « Competing Concepts of Inequality in the Globalization Debate »,

*Policy Research Working Paper*, n° 3243, Banque mondiale, 2004

- **Guanghua Wan, Ming Lu et Zhao Chen**, « Globalization and Regional Income Inequality: Evidence from within China », *UNU/WIDER Discussion Paper*, n° 2004-10, Helsinki, 2004

<sup>16</sup> Ravi Kanbur et Xiaobo Zhang, *op. cit.*

<sup>17</sup> Dans l'étude de Shang-Jin Wei et Yi Wu, « Globalization and Inequality: Evidence from Within China », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 8611, novembre 2001, le terme de « ville » désigne une entité administrative composée d'une agglomération urbaine et des districts ruraux adjacents qui sont sous son autorité. L'étude est basée sur l'examen de 100 de ces « villes ».